



Action sociale Interministérielle

La CFDT obtient la garantie que les prestations ne seront pas impactées par les gels de crédits

Lors de ses différentes rencontres avec le ministre puis, début décembre avec Olivier Dussopt, secrétaire d'État en charge de la Fonction publique, la CFDT a dénoncé le gel des 6,5 M€ du budget de l'action sociale interministérielle et a obtenu la garantie que l'ensemble des prestations ne serait pas impacté.

La CFDT a aussi réitéré sa demande d'un budget de l'action sociale calculé en pourcentage de la masse salariale pour échapper aux aléas des contraintes budgétaires.

Logement

Le logement doit être une priorité de l'action sociale interministérielle, afin de répondre à une demande très forte, notamment en Île-de-France.

La CFDT demande la réouverture des réservations de logements sociaux et le renfort de l'aide à l'installation des personnels de l'État (l'AIP). Et la CFDT agit pour qu'un parc de logements intermédiaires soit accessible aux agents dans les zones tendues où les loyers sont élevés.

Petite enfance

La CFDT rappelle l'objectif affiché depuis 2012 de 4 000 places en crèches (2 900 à ce jour). La CFDT souhaite que les agents aient accès à un dispositif de réservations en ligne.

Les places en crèche doivent être liées aussi (mais pas exclusivement) à une politique claire de soutien à l'égalité entre les femmes et les hommes, afin de permettre notamment l'exercice d'une activité à temps plein des deux parents.

CESU

Aujourd'hui, sur l'ensemble de la Fonction publique de l'État, on compte seulement 74 000 bénéficiaires du CESU 0-6 ans.

La CFDT rappelle que l'augmentation de 5 % du revenu fiscal de référence permettrait d'élargir le dispositif à 5 000 bénéficiaires supplémentaires.

La CFDT revendique un abondement pour les familles monoparentales.

Aide au maintien à domicile

La CFDT revendique pour les retraités de la Fonction publique les mêmes droits que ceux appliqués par la CNAV aux retraités du secteur privé.

Restauration collective

La CFDT demande d'inclure une proposition de restauration collective dans chaque nouveau projet d'implantation de services.

Gouvernance et budget

La CFDT demande une gouvernance plus politique pour lier l'action sociale à d'autres sujets : parcours professionnels, organisation des services, égalité professionnelle, etc. Le Conseil Supérieur de la Fonction Publique d'État (CSFPE) permettrait une meilleure valorisation de l'action sociale interministérielle, tant en direction des agents qu'auprès des employeurs. En matière de communication, la CFDT demande que chaque agent soit informé des dispositifs d'action sociale, qu'ils soient ministériels ou interministériels.

La CFDT revendique une revalorisation des barèmes des prestations interministérielles au plus vite. Plusieurs réunions se sont déroulées avec l'Administration de la Fonction publique en 2016 mais elles n'ont pas abouti à des décisions concrètes.

SUIVEZ L'ACTUALITE
DE LA CFDT
FONCTIONS PUBLIQUES

